

Siège
BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE – 93600 AULNAY-SOUS-BOIS
(Seine Saint-Denis)

Nombre de Membres en exercice : 80

DECISION DU PRESIDENT

DU 4 AVRIL 2024

Le Président certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent acte
Conformément à l'article L2131-1 du CGCT

L'AN DEUX MILLE VINGT-QUATRE, LE QUATRE AVRIL,
L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PARIS TERRES D'ENVOI
A AULNAY-SOUS-BOIS, BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE

N°12 – DROIT DE PREEMPTION URBAIN – DELEGATION A L'EPFIF DE L'EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN POUR LE BIEN SIS 4 RUE EDOUARD RENAULT CADASTRE SECTION BI N°13, BI N°14 ET BI N°29 AU BLANC-MESNIL

Le Président,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5211-9 alinéa 7,
Vu le code de l'urbanisme et notamment l'article L.213-3,
Vu l'article L.5211-10 du code général des collectivités territoriales permettant à l'assemblée délibérante de déléguer une partie de ses attributions au Président,
Vu la délibération du conseil municipal du Blanc-Mesnil en date du 20 mai 2016 instituant le droit de préemption urbain renforcé (DPUR),
Vu la délibération n°49 du conseil de territoire en date du 11 juillet 2020 portant délégation au Président de l'exercice des droits de préemption et du droit de priorité pour la durée de son mandat et délégation au Président de la possibilité de déléguer l'exercice de ces droits pour la durée de son mandat au sein des secteurs d'intérêt territorial et des secteurs d'intervention foncière de l'EPFIF,
Vu la délibération n°53 du conseil de territoire en date du 11 juillet 2020 portant délégation à la commune du Blanc-Mesnil de l'exercice du droit de préemption urbain et du droit de priorité dans les secteurs d'intérêt communal,
Vu la délibération n°159B du conseil de territoire en date du 18 décembre 2023 portant délégation à la commune du Blanc-Mesnil de l'exercice du droit de préemption urbain et du droit de priorité dans les secteurs d'intérêt communal,
Vu la convention d'intervention foncière établie entre l'EPFIF, la commune du Blanc-Mesnil, l'EPT Paris Terres d'Envoi et la métropole du Grand Paris en date du 3 avril 2023,
Vu la déclaration d'intention d'aliéner (DIA) établie par Maître Matthieu DE SAINT MARC, en application des articles L.213.2 et R.213.5 du code de l'urbanisme, reçue le 7 février 2024 en mairie du Blanc-Mesnil et enregistrée sous le numéro 093007-24C0036, informant le titulaire du droit de préemption urbain de l'intention de la société civile immobilière de la Ferme de la Morée représentée par monsieur Edmond ALTABE de céder son bien situé au Blanc-Mesnil, 4 rue Edouard Renault, cadastré au Blanc-Mesnil, section BI n°13, BI n°14 et BI n°29 occupé par des locataires, moyennant le prix de quatre millions sept cent quatre-vingt mille trois cent sept euros (4 780 307 €), auquel s'ajoute une commission de deux cent mille cinq cent cinquante-quatre euros et quatre-vingt-dix-huit centimes hors taxes (200 554,98 € HT) à la charge de l'acquéreur,

Considérant qu'au titre de l'article L.213-3 du code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain peut être délégué à un établissement public y ayant vocation comme un établissement public foncier,

Considérant que le bien faisant l'objet de la demande de la déclaration d'intention d'aliéner susmentionnée est situé dans le périmètre d'étude du secteur de la Morée – Centre d'affaires Paris-Nord défini dans la convention d'intervention foncière conclue entre la commune du Blanc-Mesnil, l'EPT Paris Terres d'Envoi, la métropole du Grand Paris et l'EPFIF du 3 avril 2023 et répond aux objectifs d'intervention de l'EPFIF,

Considérant en conséquence qu'il convient de déléguer à l'établissement public foncier d'Ile-de-France l'exercice du droit de préemption urbain pour le bien faisant l'objet de la demande de la déclaration d'intention d'aliéner susmentionnée,

DÉCIDE

Article 1 **De déléguer** à l'établissement public foncier d'Ile-de-France l'exercice du droit de préemption urbain pour le bien situé au Blanc-Mesnil, au 4 rue Edouard Renault, cadastré au Blanc-Mesnil, section BI n°13, BI n°14 et BI n°29, tel que décrit dans la déclaration d'intention d'aliéner susmentionnée, ainsi que de l'ensemble de la procédure incluant notamment la saisine de la Direction nationale d'interventions domaniales.

Article 2 **De préciser** qu'une ampliation de la présente décision sera adressée à :
▪ Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis dans le cadre de l'exercice du contrôle de légalité,
▪ Monsieur le Directeur de l'EPFIF,
▪ Monsieur le Maire de la commune du Blanc-Mesnil,
▪ La présente décision sera affichée au siège de l'EPT Paris Terres d'Envoi et sera également transmise aux communes membres pour affichage dans le mois.

Article 3 **D'informer** le délégataire qu'il est tenu de transmettre à la commune du Blanc-Mesnil les éléments d'information relatifs à la préemption pour la tenue du registre des préemptions conformément à l'article L.213-13 du code de l'urbanisme.

Article 4 **De rappeler** que la présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de son affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr

Pour extrait conforme

 Le Président
Bruno BESCHIZZA

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20240404-12-04-04-2024-AU
Date de télétransmission : 12/04/2024
Date de réception préfecture : 12/04/2024